

## **L'Association nationale des collèges de carrières**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Le gouvernement fédéral peut soutenir la reprise économique de deux façons : 1. Appuyer les petites et moyennes entreprises (PME) en réduisant encore plus la paperasserie administrative, en poursuivant les mesures pour soutenir un faible taux d'imposition des PME, et autres. 2. Faire des investissements ciblés dans la formation de la main-d'œuvre des secteurs clés où le Canada connaît des pénuries de travailleurs. Nous croyons que des programmes qui aideraient à recycler les Canadiens en chômage ou sous-employés et les nouveaux arrivants dans des secteurs où la demande est élevée bénéficieraient à l'économie du Canada. Ces programmes devraient tenir compte d'organismes comme les collèges d'enseignement professionnel, qui offrent de la formation concentrée et concise aux Canadiens sous-employés et chômeurs et aux nouveaux arrivants au Canada. Accroître le nombre d'étudiants qui pourront s'inscrire dans ces programmes fournira plus de travailleurs qualifiés et rendra l'économie plus efficace et concurrentielle.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Il est intéressant de constater que certains secteurs de notre économie connaissent des pénuries de main-d'œuvre (commerce, santé, etc.) pendant qu'un certain nombre de Canadiens et de nouveaux arrivants au Canada sont en chômage ou sous-employés. Si cette situation s'explique par un certain nombre de facteurs, on peut en résumer un comme étant le manque de soutien des chômeurs et des sous-employés pour obtenir des cours de recyclage qui feraient d'eux des membres plus productifs de notre société, en mesure d'obtenir de meilleurs emplois, de mieux subvenir aux besoins de leurs familles, de payer plus d'impôt et de dépendre moins ou pas du tout de notre système social. La politique actuelle de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) nuit à la capacité des personnes de se recycler et d'être des membres plus productifs de la société. En effet, si des personnes cherchent des programmes courts et condensés qui vont leur permettre de trouver de meilleurs emplois, qui sont mieux rémunérés, dans des secteurs où il y a de la demande, RHDC ne les soutiendra pas par l'entremise de son Programme de subventions aux étudiants si le programme d'études auquel elles désirent s'inscrire dure moins de 60 semaines. Cette mesure a une incidence négative sur les personnes qui veulent se recycler dans des secteurs comme ceux du commerce et de la santé, et d'autres où il y a une demande. Nous trouvons qu'il est contre-productif que RHDC exerce de la discrimination, sur la base du nombre de semaines d'études d'un programme plutôt que de son contenu, envers des programmes entièrement reconnus et passés en revue par les gouvernements provinciaux. RHDC ne reconnaît pas que certaines personnes ont besoin d'un accès plus rapide à des emplois et le fait qu'elles puissent préférer des programmes condensés. Aider nos secteurs en plein

essor en leur assurant l'accès aux personnes dont ils ont besoin à point nommé est l'une des meilleures façons pour le gouvernement fédéral de soutenir les secteurs concurrentiels de notre économie. Changer cette exigence de 60 semaines du Programme canadien de subventions aux étudiants aiderait les gens à trouver de meilleurs emplois et les secteurs en croissance et concurrentiels de notre économie à poursuivre leur croissance en ayant un accès régulier à une main-d'œuvre formée et qualifiée.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Le gouvernement peut prendre deux mesures pour régler nos difficultés démographiques : 1. Appliquer des mesures d'immigration ciblées qui attirent au Canada des personnes en mesure de travailler dans les secteurs qui connaissent actuellement une pénurie de main-d'œuvre. Il est possible d'y arriver en partie en soutenant les efforts des collèges d'enseignement professionnel pour recruter des étudiants étrangers, particulièrement dans les secteurs où il y a une pénurie de compétences. Et pour certains étudiants étrangers qui pourraient souhaiter demeurer au Canada, non seulement seraient-ils mieux outillés pour obtenir des emplois dans des secteurs qui en ont besoin, mais le gouvernement canadien pourrait être certain qu'ils comprennent déjà le tissu social fondamental de notre pays et possèdent une certaine « expérience canadienne ». 2. Le vieillissement rapide de la population du Canada accroîtra le besoin de préposés aux soins personnels. Mais il existe très peu de programmes de soutien pour aider les étudiants à participer à des programmes qui vont les doter des compétences requises pour être des préposés aux soins personnels. Un incitatif financier (une subvention) pour les étudiants qui participent à des programmes de préposés aux soins personnels permettrait à plus d'étudiants de s'outiller mieux pour prendre soin d'une population qui vieillit.

### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

En parallèle avec le vieillissement de la population du Canada, la demande de travailleurs qualifiés va augmenter de plus en plus. Les cours et les programmes offerts dans les collèges d'enseignement professionnel sont bien positionnés pour jouer un rôle majeur afin de répondre rapidement et efficacement à cette demande. Les collèges d'enseignement professionnel sont également en mesure de créer de nouveaux programmes pour réagir vite aux demandes sectorielles. En encourageant plus d'étudiants à participer aux programmes des collèges d'enseignement professionnel, nous atténuerons l'incidence du départ des plus vieux de la population active. Une façon d'y arriver est de rendre les étudiants des collèges d'enseignement professionnel admissibles à de l'aide financière par l'entremise du Programme canadien de subventions aux étudiants. Ils doivent actuellement être inscrits à un programme de 60 semaines ou plus pour être admissibles. La plupart des programmes offerts dans les collèges d'enseignement professionnel sont accélérés intentionnellement pour que les étudiants demeurent moins longtemps à l'écart de la main-d'œuvre. En rendant les étudiants admissibles au Programme canadien de subventions aux étudiants, plus d'étudiants pourront s'inscrire aux programmes (comme les programmes de métiers spécialisés), la demande du marché sera remplie plus tôt et la productivité du Canada augmentera. Une autre façon d'accroître la productivité du Canada est de supprimer les obstacles à la venue des étudiants étrangers au Canada pour étudier dans les collèges d'enseignement professionnel canadiens. La réputation de l'éducation canadienne est bonne à l'étranger, et des étudiants étrangers choisissent chaque année d'étudier dans les établissements

canadiens. Mais le Canada n'est pas aussi efficace pour attirer ces étudiants que des pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Nous pourrions renforcer notre compétitivité en rendant les étudiants étrangers qui étudient dans les collèges d'enseignement professionnel admissibles aux permis de travail. Cela encouragerait plus d'étudiants étrangers à étudier dans les collèges d'enseignement professionnel au Canada, stimulant en retour les économies locales et étayant la création d'encore plus de nouveaux emplois.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

La dernière récession et l'instabilité économique constante à l'échelle mondiale ont touché des segments de la population plus durement que d'autres. Les Canadiens qui sont actuellement sous-employés ou qui risquent de perdre leur emploi sont aux prises avec le plus de difficultés, mais ils représentent aussi une excellente opportunité d'améliorer l'économie canadienne. Nombreux sont ceux en chômage ou sous-employés qui se retrouvent sans les compétences nécessaires ou avec un ensemble de compétences qui ne sont plus recherchées. Ces Canadiens ont besoin d'aide pour acquérir les compétences requises pour trouver du travail intéressant, subvenir aux besoins de leurs familles et devenir des membres productifs et à part entière de la société. En rendant plus de programmes d'éducation et particulièrement de programmes des collèges d'enseignement professionnel accessibles aux Canadiens sous-employés ou à risque de le devenir, le gouvernement du Canada peut régler plusieurs problèmes de notre économie en même temps, y compris le chômage persistant, les pénuries de compétences et de main-d'œuvre et la nécessité d'accroître la productivité et la compétitivité. Les collèges d'enseignement professionnel sont dans une position unique pour offrir de telles possibilités.